

Quel avenir pour Ouyahia ?

La dernière sortie publique du chef du gouvernement mérite bien que l'on s'y attarde. Ahmed Ouyahia, intervenant ce week-end à l'occasion de la tenue d'une session ordinaire du conseil national de son parti, le Rassemblement national démocratique (RND), laissera de lui cette impression d'un chef de l'exécutif en rien maître de son destin propre, encore moins de celui du gouvernement qu'il est censé diriger. Ce ton excessivement "offensif" qu'on lui connaissait dans la foulée euphorique post-8 avril vire brutalement à un discours frileux et très mal articulé.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - De plus en plus, Ouyahia n'arrive plus à concilier l'impératif soutien à Bouteflika et les positions, les siennes tout comme celles du RND, qui fondent rien moins que leur identité politique même ! Celui qui a légitimé son putsch de 1999 contre Tahar Benbaïche.

Par le souci d'extraire le parti aux tenants du contrat de Rome et de ... "la réconciliation nationale" il se retrouve, en 2005, dans la très peu confortable position consistant à s'aligner, et avec lui le RND, sur un soutien aveugle à "pire que ça", à savoir "l'amnistie générale" ! L'ambivalence du discours de Ouyahia est par ailleurs aggravée par un facteur exogène qui achève de mettre en ruines y compris l'argument brandi jusque-là par l'entourage du patron du RND pour justifier "l'inévitable", à savoir le réalisme politique.

Ce prétexte ne tient effectivement plus la route depuis mardi dernier et la consécration de Abdelaziz Bouteflika, président d'un parti politique et quel parti : le FLN, ce frère ennemi du RND ! Cette décision présidentielle signifie tout simplement la fermeture de la parenthèse ouverte en mai 2003 et faisant du Rassemblement de Ouyahia le leader du regroupement partisan autour de Bouteflika qui fait office "d'alliance présidentielle".

Le FLN "complètement redressé", ayant toujours la majorité aux Assemblées nationales et locales, est désormais présidé, en prime, et à titre effectif et non pas "honorifique" de surcroît par le président de la République algérienne. C'est, dès lors, tout naturellement que le RND s'effacera au profit du FLN. Les prévisions les plus optimistes pour lui concèdent à Ouyahia juste le délai — trois mois au plus — nous séparant encore du référendum sur "l'amnistie générale" et la révision constitutionnelle.

Des sources crédibles croient savoir en effet que c'est Ouyahia qui va organiser ce référendum. Un rendez-vous qui, comble du paradoxe, fera de l'actuel chef du gouvernement l'un, sinon le plus grand perdant à l'arrivée !

Outre en effet la peu glorieuse œuvre de devoir mener campagne en faveur de ce que l'on a pour longtemps combattu, l'autre volet de ce référendum-piège, portant pour cause révision constitutionnelle, fera de Bouteflika le candidat à sa propre succession en 2009. L'actuel patron du RND dont l'ambition, du reste légitime, est de postuler justement au même destin national, se retrouvera, le cas échéant, face à un dilemme : ravalier ce vieux rêve ou alors se permettre une périlleuse confrontation avec le président en exercice.

Une aventure d'autant plus incertaine que Ouyahia partirait, dans ce cas-là, avec le double désavantage de devoir mener bataille à un président aux prérogatives excessivement illimitées en plus du facteur temps qui lui est très défavorable.

Dans un régime ultra-présidentiel qu'il a exagérément cautionné, un tel défi équivalait presque à un acte de lèse-majesté, qu'un Ouyahia ne peut ni ne voudrait se permettre.

Contrôlant de moins en moins de "troupes" à l'intérieur même de son propre gouvernement, l'actuel premier responsable du RND n'en est pas mieux servi au sein même de son parti.

"Redressé" en douce depuis 2003, le RND est outrageusement dominé par le cercle présidentiel qu'incarne un très proche à Bouteflika, l'actuel président du Sénat, Abdelkader Ben Salah.

K. A.

ALORS QUE BENBOUZID S'APPRETE A ANNONCER D'IMPORTANTES MESURES

Les lycées d'Alger et de Tizi-Ouzou en grève

Alors que la grève des enseignants du secondaire affiliés au CLA et au Cnapest est prévue pour aujourd'hui dans respectivement à Alger pour l'aile de Osmane et à Tizi-Ouzou pour celle de Meriane, Benbouzid, qui réunira le 12 février prochain les 48 directeurs de wilaya de son secteur, annoncera d'importantes mesures entrant dans le cadre du processus de la réforme du système éducatif.

Mohamed Djadi - Alger (Le Soir) - Boubekour Benbouzid, qui s'est engagé vis-à-vis de son gouvernement pour la réalisation du programme de Abdelaziz Bouteflika, président de la République, en prenant en charge le dossier de la réforme du système éducatif initié par Son Excellence, ne badine pas avec ce projet.

Le ministre de l'Education nationale, qui a donné un ultimatum aux directeurs l'éducation des 48 wilayas afin qu'ils puissent s'adapter à sa politique, compte annoncer des mesures importantes allant du limogage de certains proviseurs, la mutation et la mise de fin de fonctions de plusieurs directeurs de l'éducation (DE) qui n'auraient pas suivi sa "ligne éditoriale", selon certaines indiscretions. Les dernières protestations des enseignants, notamment celles des élèves pour demander le minimum de conditions de travail dont le chauffage dans les salles de cours, n'ont pas été du goût du ministre.

Aujourd'hui, c'est la grève des enseignants du secondaire affiliés au CLA qui observeront une journée de protestation.

Ce mouvement sera, dit-on, maintenu même si le coordinateur de cette organisation aurait été convoqué au tribunal pour lui demander d'annuler cette action.

Faute de quoi, des poursuites judiciaires seront prises à l'encontre des perturbateurs.

Par ailleurs, le Cnapest a également appelé à un débrayage cyclique de deux jours par semaine, décidé lors de son conseil de wilaya de Tizi-Ouzou pour protester contre le retard dans le versement des arriérés de salaires des vacataires, les rappels d'échelons et les heures supplémentaires non encore régularisés.

Cette organisation syndicale, dans son communiqué, n'a pas été tendre avec le directeur de l'éducation de la wilaya qui a procédé à des ponctions sur les salaires des enseignants grévistes et ce, en application de l'instruction ministérielle.

Parallèlement à l'action du Cnapest, le Satef compte lui aussi mettre à exécution son préavis de grève à partir de cette semaine, alors que l'Unpef a décidé d'organiser un sit-in devant le siège de la wilaya pour interpellier son premier responsable afin de mettre un terme à cette situation dont sont otages plus de 20 000 travailleurs.

A noter que la section de la capitale de ce syndicat (Unpef) a appelé à un sit-in devant le siège de l'inspection académique d'Alger ce lundi afin d'interpeller les pouvoirs publics sur leur situation professionnelle.

Les délégués des corps communs et ouvriers professionnels qui se sont organisés en assemblée générale, considérant la détérioration du pouvoir d'achat de cette catégorie de travailleurs, l'aggravation des conditions de travail socioprofessionnelles et l'absence de perspectives prometteuses en matière d'avancement et de promotion, ont décidé à l'unanimité, selon le communiqué de ce syndicat, d'organiser un sit-in le 14 février prochain à 10 heures.

Ils revendiquent une augmentation des salaires par rapport à la dégradation du pouvoir d'achat, l'intégration de tous les travailleurs régis par les décrets 224/89 et 225/89 daté du 05/12/2005

concernant les corps communs éducatifs selon le décret 59/85 daté du 23/05/1985, l'intégration des corps d'agents de sécurité et de prévention du secteur éducatif, l'octroi d'une prime de risque et de salissure eu égard à la manipulation de produits toxiques tels que les produits chimiques et l'instauration d'une prime spécifique aux licenciés en bibliothéconomie et aux détachés de la santé.

"Enfin, nous réaffirmons encore une fois notre attachement indéfectible à nos revendications légitimes et appelons de toutes nos forces nos collègues travailleurs de l'éducation à une forte mobilisation de solidarité pour mettre fin à cette injustice", écrivent-ils.

En somme, le conclave de samedi prochain constituerait un challenge important pour l'avenir du projet de la réforme.

Enfin, en apprenant ces éventuels changements au sein de certains secteurs de l'éducation nationale dont la capitale, le ministre de l'Education doit miser sur la compétence et surtout mettre à la place qu'il faut l'homme ou la femme qu'il faut.

Car pour désigner un responsable à la tête d'une direction de l'éducation, il faut que celui-ci jouisse d'une compétence avérée et d'une gestion irréprochable.

M. D.

DETENU A GHARDAIA DEPUIS OCTOBRE Fekhar devant la chambre d'accusation

La chambre d'accusation de la cour de Gharadaïa examinera, aujourd'hui, le dossier du docteur Fekhar Kamel Eddine, militant de la LADDH, et premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS) à Gharadaïa.

En détention provisoire depuis la fin du mois d'octobre, quatre chefs d'accusation ont été retenus contre lui. Il s'agit d'"attroupement illégal, incendie volontaire, destruction de biens de l'Etat et obstruction de la route".

Contacté hier, son avocat, Me Nourredine Benissaad, a précisé que l'instruction est quasiment terminée et que les faits ont été "criminalisés". "Demain (aujourd'hui, ndr), la défense plaidera pour la reclassification des faits car ils ont été criminalisés par le juge d'instruction", a déclaré Me Benissaad. Et d'ajouter : "Les faits en eux-mêmes se sont produits alors que mon client était à Alger." Des sanctions criminelles en

découleront et seront plus grave, si l'affaire passera devant la chambre criminelle. Les griefs retenus contre ce délégué sont sanctionnés par les articles 97, 98, 396 et 396 bis du code pénal. Les peines encourues vont de la réclusion à plus de 20 ans jusqu'à la condamnation à mort.

Me Benissaad a rappelé que les mesures prises à l'encontre du Dr. Fekhar sont en contradiction totale avec les pactes ratifiés par l'Algérie. En effet, sa détention provisoire n'est pas de mise.

Selon les explications fournies par Me Benissaad, notre pays a signé le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce qui induit l'obligation de respecter le principe du droit à la liberté et la présomption d'innocence.

"La détention provisoire doit être une mesure exceptionnelle", a souligné notre interlocuteur. Les personnes ne sont donc détenues provisoirement que si elles représentent

un danger pour la société et exercent des pressions sur des témoins ou détruisent des preuves. Sa détention provisoire est également en violation avec l'article 123 du code de procédure pénale.

Pour rappel, à l'origine de cette affaire la grève des commerçants de Gharadaïa décrétée le 11 octobre dernier. Un mandat d'arrêt a été délivré contre lui par le tribunal de Gharadaïa. Le Dr. Fekhar était venu à Alger où il a tenu une conférence sur les événements le 22 octobre dernier.

A la veille de la célébration du 50e anniversaire du déclenchement de la révolution, il a été arrêté par la police juste après la fin de la conférence-débat animée par Hocine Aï Ahmed, Abdelhamid Mehri et Mouloud Hamrouche à Ain-Benian. Après avoir été auditionné par le procureur général de Chéraga, le docteur Fekhar avait été transféré à Gharadaïa pour qu'il soit jugé.

Meriem Ouyahia